

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES (CCAP)

Maître de l'ouvrage : Caisse Primaire d'Assurance Maladie de la Charente-Maritime
55-57 rue de Suède – 17014 LA ROCHELLE CEDEX

Objet du Marché : Travaux pour la création d'un espace de douches pour les salariés du site de la Caisse Primaire d'Assurance Maladie de la Charente Maritime situé à La Rochelle.

Le : 02-01-2026

SOMMAIRE

ARTICLE 1 - OBJET DU MARCHÉ - DISPOSITIONS GÉNÉRALES	3
1.1 OBJET DU MARCHÉ - EMPLACEMENT DES TRAVAUX - DOMICILE DE L'ENTREPRENEUR	3
1.2 TRANCHES ET LOTS.....	3
1.3 PARTIES CONTRACTANTES.....	4
ARTICLE 2 - PIÈCES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ	4
2.1 PIÈCES PARTICULIÈRES.....	4
2.2 PIÈCES GÉNÉRALES	5
ARTICLE 3 - PRIX ET MODE D'ÉVALUATION DES OUVRAGES - VARIATION DANS LES PRIX - RÈGLEMENT DES COMPTES.....	5
3.1 RÉPARTITION DES PAIEMENTS	5
3.2 TRANCHES CONDITIONNELLES : Sans objet.	5
3.3 CONTENU DES PRIX - MODE D'ÉVALUATION DES OUVRAGES ET DE RÈGLEMENT DES COMPTES - TRAVAUX EN RÉGIE	5
3.4 VARIATION DANS LES PRIX.....	11
3.5 SOUS-TRAITANCE	13
ARTICLE 4 - DÉLAI D'EXÉCUTION - PÉNALITÉS ET PRIMES.....	14
4.1 DÉLAIS D'EXÉCUTION DES TRAVAUX.....	14
4.2 PÉNALITÉS DE RETARD - PRIMES D'AVANCE	14
4.3 REPLIEMENT DES INSTALLATIONS DE CHANTIER ET REMISE EN ÉTAT DES LIEUX	14
4.4 DÉLAI ET RETENUES POUR REMISE DES DOCUMENTS FOURNIS APRÈS EXÉCUTION	15
ARTICLE 5 - CLAUSE DE FINANCEMENT ET DE SÛRETÉ.....	15
5.1 RETENUE DE GARANTIE	15
5.2 AVANCE FORFAITAIRE	15
5.3 AVANCE SUR MATÉRIEL	16
ARTICLE 6 - PROVENANCE, QUALITÉ, CONTRÔLE ET PRISE EN CHARGE DES MATÉRIAUX ET PRODUITS - IMPLANTATION DES OUVRAGES	16
6.1 PROVENANCE DES MATÉRIAUX ET PRODUITS.....	16
6.2 CARACTÉRISTIQUES - QUALITÉS - VÉRIFICATIONS -ESSAIS ET ÉPREUVES DES MATÉRIAUX ET PRODUITS	16
6.3 IMPLANTATION DES OUVRAGES.....	17
ARTICLE 7 - PRÉPARATION, COORDINATION ET EXÉCUTION DES TRAVAUX.....	17
7.1 PÉRIODE DE PRÉPARATION - PROGRAMME D'EXÉCUTION DES TRAVAUX	17
7.2 PLANS D'EXÉCUTION - NOTES DE CALCULS - ÉTUDES DE DÉTAIL.....	17
7.3 MESURES D'ORDRE SOCIAL - APPLICATION DE LA RÉGLEMENTATION DU TRAVAIL	18
7.4 ORGANISATION - SÉCURITÉ ET HYGIÈNE DES CHANTIERS.....	18
ARTICLE 8 - CONTRÔLES ET RÉCEPTION DES TRAVAUX.....	20
8.1 ESSAIS ET CONTRÔLES.....	20
8.2 RÉCEPTION.....	21
8.3 DOCUMENTS FOURNIS APRÈS EXÉCUTION.....	21
8.4 DÉLAIS DE GARANTIE	21
8.5 ASSURANCES.....	22
ARTICLE 9 - RÈGLEMENT DES LITIGES.....	22
ARTICLE 10 – CLAUSES DE CONFIDENTIALITÉS.....	23

ARTICLE 1 - OBJET DU MARCHÉ - DISPOSITIONS GÉNÉRALES

1.1 OBJET DU MARCHÉ - EMBLACEMENT DES TRAVAUX - DOMICILE DE L'ENTREPRENEUR

Les stipulations du présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP) concernent le marché relatif aux Travaux pour la création d'un espace de douches pour les salariés du site de la Caisse Primaire d'Assurance Maladie de la Charente Maritime situé à La Rochelle.

La description des ouvrages et leurs spécifications techniques sont indiquées dans le cahier des clauses techniques particulières (CCTP).

A défaut d'indication dans l'acte d'engagement du domicile élu par l'Entrepreneur à proximité des travaux, les notifications se rapportant au marché seront valablement faites à la Mairie de La Rochelle jusqu'à ce que l'Entrepreneur ait fait connaître au représentant du pouvoir adjudicateur l'adresse du domicile qu'il aura élu.

1.2 TRANCHES ET LOTS

1.21 Division en tranches (sans objet)

1.22 Division en lot

Les travaux font l'objet de 1 lot(s) ⁽¹⁾.

N°DU LOT	CORPS D'ETAT	Code CPV	VARIATION DE PRIX	PROCEDURE DE CONSULTATION	DELAI DE VALIDITE DES OFFRES
1	Plâtrerie / Menuiserie		Marchés passés à prix ferme comportant une clause d'actualisation (article 3.43)	Procédure Adaptée	120 JOURS
2	Revêtements de sol / Peinture				
3	Electricité / Ventilation / Chauffage / Sanitaire				

⁽¹⁾ S'il existe un lot désamiantage, l'entreprise titulaire de celui-ci est tenue de justifier de l'agrément de l'autorité compétente.

1.3 PARTIES CONTRACTANTES

1.31 Les parties contractantes sont :

- D'une part : Caisse Primaire d'Assurance Maladie de la Charente-Maritime
55-57 rue de Suède - 17014 LA ROCHELLE CEDEX
désignée dans le présent CCAP par l'expression "Maître de l'ouvrage" représentée par son directeur Monsieur David XARDEL
- D'autre part : chaque entreprise ou chaque groupement solidaire d'entreprises, titulaire d'un marché séparé, désigné dans le présent CCAP par l'expression "l'Entrepreneur".

1.32 Le représentant du pouvoir adjudicateur est le Directeur de Caisse Primaire d'Assurance Maladie de la Charente-Maritime.

1.33 La maîtrise d'œuvre est assuré par : FT2E

1.34 La coordination est assurée par : FT2E

1.35 Le comptable assignataire est Monsieur l'Agent comptable de la Caisse Primaire d'Assurance Maladie de la Charente-Maritime.

ARTICLE 2 - PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHE

Les pièces constitutives du marché sont les suivantes ; elles prévalent les unes contre les autres en fonction de leur ordre et ce en cas de contradiction entre elles :

2.1 PIECES PARTICULIERES

- Pièce n° 1

L'acte d'engagement (AE) et les annexes financières de chaque entrepreneur accepté par le Responsable du marché

- Pièce n° 2

Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) et ses annexes

- Pièce n° 3

Le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) en date du 26-04-2022 commun à tous les lots.

- Pièce n° 4

Le calendrier détaillé d'exécution visé à [l'article 4.13](#) du présent CCAP.

- Pièce n° 5

Les plans

2.2 PIECES GENERALES

Les documents applicables sont ceux en vigueur au premier jour du mois de l'établissement des prix, tel que ce mois est défini en [3.42](#) ci-après.

- Pièce n° 5

Le code de la Commande Publique

- Pièce n° 6

Cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de travaux (CCAG) (Arrêté du 31 mars 2021).

- Pièce n° 7

Cahier des clauses techniques générales (CCTG) applicables aux marchés de travaux de bâtiments passés au nom de l'Etat.

- Pièce n° 9

Normes françaises AFNOR ou toutes autres normes reconnues équivalentes.

ARTICLE 3 - PRIX ET MODE D'EVALUATION DES OUVRAGES - VARIATION DANS LES PRIX - REGLEMENT DES COMPTES

3.1 REPARTITION DES PAIEMENTS

L'Acte d'Engagement indique ce qui doit être réglé respectivement à l'Entrepreneur titulaire et à ses sous-traitants éventuels.

3.2 TRANCHES CONDITIONNELLES : Sans objet.

3.3 CONTENU DES PRIX - MODE D'EVALUATION DES OUVRAGES ET DE REGLEMENT DES COMPTES - TRAVAUX EN REGIE

3.31 Type du marché

Les lots sont traités sur marché du type « à prix global forfaitaire ».

3.32 Contenu des prix

3.32.1 Les prix du marché sont établis hors TVA.

3.32.2 Le prix forfaitaire a un caractère absolu en ce qui concerne l'exécution des travaux définis par les pièces énumérées à [l'article 2](#) du présent CCAP.

3.32.3 Aucun supplément ne pourra être admis sauf s'il est reconnu comme complémentaire au programme prévu et s'il a fait l'objet d'un ordre de service délivré par le Maître d'oeuvre et contresigné par le représentant du pouvoir adjudicateur.

3.32.4 Dès la consultation du dossier et avant la remise de l'acte d'engagement, l'Entrepreneur prendra soin de signaler par écrit au Maître d'ouvrage toute anomalie ou insuffisance qui lui apparaîtrait dans le programme ou l'exécution prévu.

En aucun cas, l'Entrepreneur ne pourra arguer des imprécisions, des erreurs, des omissions ou des contradictions du CCTP ou des plans pour justifier une demande de supplément.

3.32.5 De plus, il est bien précisé qu'il suffit qu'un ouvrage ou partie d'ouvrage soit indiqué dans l'une des pièces du marché pour que l'Entrepreneur en doive l'exécution.

3.32.6 Il est bien entendu que l'Entrepreneur doit exécuter tous les travaux de sa compétence, nécessaires à l'achèvement complet de son lot selon les règles de l'art.

Dans les « travaux de sa compétence » sont compris les ouvrages nécessaires à l'insertion des autres corps d'état pour la réalisation de l'opération projetée.

3.32.7 Les prix des marchés sont réputés comprendre tous les ouvrages nécessaires au parfait achèvement des travaux, et notamment :

- les échafaudages et dispositifs de sécurité ;
- les frais de main-d'oeuvre, y compris les frais particuliers engagés exceptionnellement pour réaliser les travaux dans les délais prescrits (heures supplémentaires, heures de nuit, etc.) ;
- les frais d'assurances et d'accidents ;
- les frais d'études et de reproduction de documents ;
- les frais d'essais ;
- les droits de brevets éventuels ;
- la participation aux dépenses communes ;
- les nettoyages de chantier au fur et à mesure de l'avancement des travaux (une fois par semaine au minimum) ;
- les frais de chantier, frais généraux et bénéfice ;

et, d'une manière générale, toutes les sujétions accessoires, nécessaires au parfait achèvement des travaux.

3.32.8 Les anomalies survenant au cours du marché et n'entrant pas dans les événements considérés comme cas de force majeure seront réputées être comprises dans l'économie du marché.

Les aléas, qui donneraient naissance à une interruption provisoire des travaux sans bouleverser l'économie du marché, ne pourront servir de fondement à une demande d'indemnité.

Un événement anormal et imprévisible n'entrant pas dans l'un des cas de force majeure mais provoquant obligatoirement un ajournement des travaux décidé par le Maître de l'ouvrage devra être reconnu par attachements journaliers pour sauvegarder l'intérêt des parties.

3.33 Décomposition des marchés

3.33.1 L'Entrepreneur est tenu de joindre à son acte d'engagement, une décomposition du prix global et forfaitaire.

3.33.2 Il est précisé, en application de l'article 10.3.1 du CCAG, qu'en aucun cas les quantités d'ouvrages figurant sur la décomposition forfaitaire remise par l'Entrepreneur - à l'appui de son acte d'engagement - ne sont contractuelles.

3.33.3 Les prix unitaires détaillés, figurant sur les décompositions de prix global et forfaitaire, n'auront de caractère contractuel que dans le cas prévu à [l'article 3.34.4](#) ci-après (travaux en plus ou en moins).

3.34 Base de règlement des comptes - Travaux non prévus

3.34.1 En application de l'article 12 du CCAG, les comptes seront réglés d'après le prix global forfaitaire du marché.

3.34.2 Le prix ainsi obtenu sera augmenté ou diminué du montant des travaux exécutés en plus ou en moins sur ordre de service postérieur à la notification du marché.

Le marché initial ne pourra être modifié, en plus ou en moins par ordre de service, que dans la limite de 5 % du forfait ; au-delà, un avenant devra intervenir. La limite de 5 % s'obtient non par différence de la valeur des prestations, mais par cumul des travaux en plus et en moins.

Le projet d'avenant devra obligatoirement recevoir l'approbation de l'Organisme national préalablement à l'exécution de ces modifications.

3.34.3 Le montant des travaux sera éventuellement susceptible de variations dans les conditions définies à [l'article 3.4](#) ci-après.

3.34.4 Travaux non prévus.

Les travaux non prévus seront réglés en application de l'article 13 du CCAG.

3.34.41 Les travaux supplémentaires seront réglés comme suit :

3.34.41.1 Si ces travaux concordent avec des ouvrages dont les prix unitaires figurent à la décomposition forfaitaire, il sera fait application de ces prix.

3.34.41.2 Si ces travaux ne concordent pas avec des ouvrages dont les prix figurent à la décomposition forfaitaire, des prix nouveaux seront débattus à partir de justifications et de sous-détails à fournir par l'Entrepreneur.

3.35 Augmentation - Diminution dans la masse des travaux - Changement dans l'importance des diverses natures d'ouvrages

Les augmentations ou diminutions dans la masse des travaux et le changement dans l'importance des diverses natures d'ouvrages seront réglés conformément aux articles 14, 15 et 16 du CCAG.

En application de l'article 14.2.1 du CCAG et sous réserve de l'application de l'article 14.4, l'Entrepreneur est tenu de mener à son terme la réalisation des ouvrages faisant l'objet du marché, quelle que soit l'importance de l'augmentation de la masse des travaux qui peut résulter de sujétions techniques ou d'insuffisance des quantités prévues ou de toute autre cause de dépassement.

3.37 Décomptes

3.37.1 Décomptes mensuels

- 3.37.11** Le règlement d'acomptes sera effectué sur présentation de décomptes mensuels datés et signés, qui seront adressés au Maître d'oeuvre pour transmission au Représentant du pouvoir adjudicateur avant le 15 du mois suivant l'exécution.
- 3.37.12** Les décomptes qui parviendraient après la date de remise prévue, sans qu'il soit effectué de mise en demeure de la part du Représentant du pouvoir adjudicateur, seront automatiquement reportés au mois suivant, sans que l'Entrepreneur puisse élever de réclamation.
- 3.37.13** Les décomptes devront être cumulatifs et faire apparaître le total des quantités exécutées depuis le début du chantier, les prix unitaires et les produits. Ils devront être établis en Euros HT, la TVA étant reprise en fin de décomposition. Les décomptes devront être présentés en reprenant le modèle du BPU, et devront faire figurés le pourcentage d'avancement de chaque poste.
- 3.37.14** Par dérogation à l'article 12.1.4 du CCAG, les seuls approvisionnements pris en compte seront les ouvrages fabriqués ou les produits finis à condition que ces ouvrages ou produits soient entreposés sur le chantier et acquis en toute propriété et effectivement payés par l'Entrepreneur.
- 3.37.15** Les acomptes seront réglés à 100% des sommes non contestées à partir des décomptes mensuels établis comme indiqué aux articles 3.37.11 et suivants.
- 3.37.16** En complément à l'article 12.1.2 du CCAG, les approvisionnements visés à l'article 3.37.14 ci-avant seront réglés avec un abattement de 40 % sur les prix unitaires de la décomposition forfaitaire.
- 3.37.17** Il est bien précisé, conformément à l'article 12.1.10 du CCAG, que les montants figurant dans les décomptes mensuels n'ont pas un caractère définitif et ne lient pas les parties contractantes.

3.37.2 Décompte général et définitif du marché

- 3.37.21** En application de l'article 12.3 du CCAG, le projet de décompte final daté et signé sera dressé par l'Entrepreneur concerné et remis au Maître d'oeuvre à compter de la date de notification de la décision de réception des travaux dans un délai de 45 jours ou, afin de permettre la révision définitive, dans un délai d'un mois à partir de la publication des index ou indices de référence. En cas de retard dans la transmission du projet de décompte final par le titulaire, et après mise en demeure restée sans effet, le maître d'oeuvre établit d'office le décompte final aux frais du titulaire. Ce décompte final est alors notifié au titulaire avec le décompte général tel que défini à l'article 12.4 du CCAG. Le titulaire est lié par les indications figurant au projet de décompte final.

Le projet de décompte final devra être présenté comme suit lorsque le marché est traité à prix forfaitaire :

1) Travaux suivant marché

Rappel du forfait HT

Travaux non exécutés HT
(n° de référence des prix de la
décomposition forfaitaire)

Ensemble base marché HT
Variation de prix sur travaux
réellement exécutés
(index ou indices parus officiellement)

TOTAL HT

2) Travaux supplémentaires

Travaux en plus, valeur marché HT
(n° de référence des prix de la
décomposition forfaitaire)

Variation de prix sur travaux en plus
en valeur marché HT
(index ou indices parus officiellement)

Travaux en plus, valeur exécution HT
(sur justification)

TOTAL HT

TOTAL GENERAL HT
PENALITES
suivant Art. 4.2 du CCAP

RESTE
TVA

TOTAL GENERAL TTC

3.37.22 Le projet de décompte final vérifié et accepté par le Maître d'oeuvre devient le décompte final (avec date, signature et cachet du Maître d'oeuvre) et est transmis au Représentant du pouvoir adjudicateur dans un délai de 15 jours francs.

3.37.23 Le décompte général sera établi par le Maître d'oeuvre conformément à l'article n° 12.4 du CCAG dans un délai de 15 jours francs.

Par dérogation à l'article 12.4.2 du CCAG, l'ordre de service invitant l'Entrepreneur à prendre connaissance du décompte général, signé par le Représentant du pouvoir adjudicateur, lui sera notifié dans un délai de 3 mois à partir de la recevabilité du décompte final telle que précisée ci-après.

En cas de présentation d'un décompte final incomplet d'une demande de justification, ou pour tout autre motif imputable à l'Entrepreneur, le délai de 3 mois visé ci-avant sera prolongé d'une durée égale au retard qui en est résulté.

3.37.24 Le décompte général accepté par l'Entrepreneur ou réputé comme tel devient le décompte général et définitif du marché.

3.37.3 Les montants des acomptes mensuels et du solde sont calculés en appliquant le taux de TVA en vigueur lors de l'établissement des pièces de mandatement. Ces montants seront éventuellement rectifiés en appliquant le taux de TVA en vigueur lors des encaissements correspondants.

3.38 Délais de paiement - Nantissement

3.38.1 Délais de paiement

Les paiements sont effectués suivant les règles de la comptabilité publique.

Les factures afférentes aux paiements sont établies en un original et un duplicata et sont adressées au Maître d'œuvre si le marché le prévoit, ou par défaut au Maître de l'Ouvrage.

Elles doivent comporter les mêmes indications que celles qui figurent sur le marché.

- le numéro du marché et de la Convention,
- nom et adresse du Titulaire,
- le cas échéant, numéro de son compte bancaire ou postal (tel qu'il est précisé à l'acte d'engagement),
- la nature des prestations,
- la date de la facture,
- les prix hors TVA, le montant de la TVA et son taux, les prix TTC.

L'Organisme se libère des sommes dues en exécution du présent marché en domiciliant ses paiements au crédit du compte ouvert du Titulaire tel qu'indiqué dans l'acte d'engagement, ou à tout autre compte communiqué par courrier par le Titulaire. Cette modification ne donnera pas lieu à la rédaction d'un avenant.

Les sommes dues au(x) titulaire(s), seront payées dans un délai global de 30 jours à compter de la date de réception par les services de l'organisme des demandes de paiement.

Le non-paiement dans les délais des sommes dues par l'Organisme en application du présent marché fait courir de plein droit, et sans autre formalité, des intérêts moratoires et de l'indemnité pour frais de recouvrement prévus à l'article L2192-13 portant partie législative et à l'article R2192-31 et à l'article D2192-35 portant partie réglementaire du code de la commande publique.

Les intérêts moratoires courent à partir du jour suivant l'expiration du délai de paiement jusqu'à la date de mise en paiement du principal incluse.

Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage (article L2192-13 du code de la commande publique renvoyant à l'article R2192-31).

En cas de retard de paiement une indemnité forfaitaire de 40 € (article D2192-35 du code de la commande publique) pour frais de recouvrement doit s'ajouter systématiquement aux intérêts moratoires.

Intérêts moratoires et indemnité de recouvrement doivent être payés dans les 45 jours suivant la mise en paiement du principal.

3.38.2 Nantissement

En vue du régime de nantissement, est désigné comme comptable assignataire Monsieur l'Agent comptable de la CPAM de la Charente-Maritime.

3.4 VARIATION DANS LES PRIX

Les répercussions sur les prix du marché des variations des éléments constitutifs du coût des travaux sont réputées réglées par les stipulations suivantes :

3.41 Sous réserve de l'observation des textes ci-dessous visés, les prix des marchés établis aux conditions économiques de base, fixées lors de la consultation, évoluent au cours du contrat dans les conditions définies ci-après :

3.41.1 Les modalités d'application des variations de prix sont soumises aux pratiques issues de la réglementation en vigueur lors de la mise en concurrence prises en application de l'article R2112-11 du code de la Commande Publique.

3.41.2 L'article 1.22 ci-avant du présent CCAP définit les marchés passés à prix ferme comportant une clause d'actualisation et les marchés passés à prix révisable.

3.41.3 Les formules de variation seront obligatoirement établies en index « Bâtiment » ou « Travaux Publics », sauf dans le cas où la nature des ouvrages ne permettrait pas le rattachement aux index. Dans ce cas, les formules seraient établies en indices BOCCRF - Bulletin Officiel de la Concurrence, de la Consommation et de la Répression des Fraudes, ou en index « Isolation ».

3.41.4 L'actualisation se fait en appliquant des coefficients établis à partir d'index de référence fixés par les documents particuliers du marché. A défaut, l'actualisation se fait sur la base de l'index BT 01 pour les travaux concernant majoritairement le bâtiment et sur la base de l'index TP 01 pour les travaux concernant majoritairement les travaux public. La formule mise en oeuvre est la suivante :

Prix nouveau = prix initial x (indices à la date de début d'exécution des prestations – 3 mois) / indices de la date de fixation du prix dans l'offre.)

3.41.5 Si les travaux ne sont pas achevés à l'issue du délai de réalisation des prestations, et si ce délai n'a pas fait l'objet d'une prolongation dans les conditions prévues à l'article 18.2 du CCAG, la révision des règlements ultérieurs à la date contractuelle de fin d'exécution se fait sur la base de la valeur des index de référence à la date d'achèvement contractuelle

3.41.6 En cas de retard d'exécution imputable à l'Entrepreneur, le délai réel d'exécution sera pris en considération comme préjudice de l'application systématique des pénalités précisées à [l'article 4.3](#) ci-après.

3.42 Mois d'établissement des prix

Les prix du présent marché sont réputés établis sur la base des conditions économiques correspondant au mois qui précède celui fixé pour la date limite de remise des offres (voir règlement de la consultation) ; ce mois est appelé "mois zéro".

Si la date limite de remise des offres est reportée au cours de la même consultation, la base de réputation des prix, "mois zéro", sera celle correspondant à la date fixée initialement pour la date limite de remise des offres.

En cas d'emploi d'indices BOCCRF, la date retenue sera la valeur moyenne (M).

3.43 Marché à prix ferme comportant une clause d'actualisation

L'actualisation qui consiste à transformer un prix ferme en un nouveau prix ferme devient effective lorsque le début des travaux intervient plus de 3 mois après le mois d'établissement des prix. Dans ce cas, les prix des marchés de chacun des lots concernés seront actualisés au moyen des index ou indices prévus à l'article 3.46 ci-après, compte tenu des conditions économiques correspondant à une date antérieure de 3 mois à celle de la date d'effet fixée par l'ordre de service du lot considéré pour le début des travaux.

En application des articles [1.22](#) et [3.41.2](#) ci-dessus du présent CCAP, le marché est traité à prix ferme comportant une clause d'actualisation.

3.44 Marché à prix révisable

3.44.1 En application de l'article R2112-11 du code de la Commande Publique relatif aux règles selon lesquelles les marchés publics peuvent tenir compte des variations des conditions économiques, les prix des marchés révisables seront révisés mois par mois, suivant les décomptes mensuels, au moyen de la formule prévue à l'article [3.46](#) ci-après, avec partie fixe de 15%.

3.44.2 La valeur « Pn » en règlement d'un acompte du mois « n » s'obtiendra au moyen de la formule suivante :

$$P_n = P_o (0,15 + 0,85 \quad (Z))$$

dans laquelle :

Pn = Prix de règlement

Po = Montant mensuel à la date d'établissement des prix d'un décompte « n », y compris les approvisionnements à cette date.

0,15 = Partie fixe

0,85 = Partie variable

Z = Formule de variation dont la somme des paramètres est égale à 1,00.

3.44.3 Lorsqu'une avance forfaitaire a été versée, en application de l'article [5.21](#) ci-après, la révision est appliquée en ce qui concerne les acomptes sur lesquels l'avance ou une partie de celle-ci a été récupérée sur le montant initial de l'acompte, avant déduction de l'avance ou de la partie d'avance récupérée.

3.45 Des révisions provisoires pourront être effectuées en cours de travaux à l'aide des derniers index ou indices, la révision complémentaire étant effectuée dès la diffusion de la valeur des index ou des indices réellement applicables à la période considérée. Cependant, lorsqu'un coefficient provisoire a été utilisé, il ne pourra pas être remplacé par un autre coefficient provisoire ultérieur, mais seulement par le coefficient définitif.

3.46 Formule de variation indiquée à l'article [3.41.4](#) ci-avant sur la base des index bâtiment BT01.

3.5 SOUS-TRAITANCE

3.51 Le titulaire peut sous-traiter l'exécution de certaines parties de son marché, à condition d'avoir obtenu du Représentant du pouvoir adjudicateur l'acceptation de chaque sous-traitant et l'agrément des conditions de paiement de chaque contrat de sous-traitance.

En vue d'obtenir cette acceptation et cet agrément, il remet contre récépissé au Représentant du pouvoir adjudicateur ou lui adresse par lettre recommandée avec demande d'avis de réception une déclaration spéciale mentionnant :

- a) la nature des prestations dont la sous-traitance est prévue ;
- b) le nom, la raison ou la dénomination sociale et l'adresse du sous-traitant proposé ;
- c) Le montant prévisionnel des sommes à payer directement au sous-traitant ;
- d) les conditions de paiement prévu par le projet de contrat de sous-traitance et le montant envisagé de chaque partie sous-traitée sont précisés, notamment la date d'établissement des prix et, le cas échéant, les modalités de variation de prix, le régime des avances, des acomptes, des réfections, des primes, des pénalités ;
- e) les capacités financières et professionnelles du sous-traitant.

Le silence du Représentant du pouvoir adjudicateur gardé pendant vingt et un jours à compter de la réception des documents susmentionnés vaut acceptation du sous-traitant et agrément des conditions de paiement.

Toutefois, lorsque la demande de sous-traitance est présentée avec l'offre de l'entreprise principale, la notification du marché emporte acceptation du sous-traitant et agrément des conditions de paiement.

Lorsqu'un sous-traitant doit être payé directement, le titulaire est tenu, lors de la demande d'acceptation, d'établir que la cession ou le nantissement dont le marché a pu faire l'objet ne fait pas obstacle au paiement direct du sous-traitant. En produisant soit l'exemplaire unique du marché qui lui a été délivré soit une attestation ou une main levée du bénéficiaire de la cession ou du nantissement de créances.

Dans tous les cas, l'entrepreneur principal demeure entièrement responsable vis-à-vis du Maître de l'ouvrage des prestations sous-traitées.

3.52 Modalités de paiement direct

Le titulaire du marché joint en double exemplaire au projet de décompte mensuel ou pour solde une attestation indiquant la somme à régler par le Représentant du pouvoir adjudicateur à chaque sous-traitant concerné ; cette somme tient compte d'une éventuelle révision ou actualisation des prix prévus dans le contrat de sous-traitance et inclut la TVA.

ARTICLE 4 - DELAI D'EXECUTION - PENALITES ET PRIMES

4.1 DELAIS D'EXECUTION DES TRAVAUX

Le délai global d'exécution des travaux tous corps d'état fixé dans l'Acte d'Engagement est de 2 mois.

4.11 Ce délai aura pour origine la date de notification du marché public, lequel devra tenir compte de la période de préparation fixée à l'article [7.11](#).

4.12 Le délai d'exécution défini ci-dessus comprend :

- les périodes de congés payés ;
- les journées d'intempérie à raison de 10 jours calendaires.

Les délais d'exécution propres à chacun des lots s'insèrent dans le délai d'ensemble.

4.13 Calendrier détaillé d'exécution

4.13.1 Les dates réelles d'intervention ainsi que les délais d'exécution de chaque lot seront fixés au calendrier détaillé d'exécution mis au point durant la période de préparation.

4.13.2 Le calendrier détaillé d'exécution accepté par chaque titulaire de marché sera soumis au Responsable du pouvoir adjudicateur pour approbation.

4.13.3 Le délai d'exécution propre à chaque lot commence à courir à la date d'effet de l'ordre de service spécial prescrivant à l'Entrepreneur concerné de commencer l'exécution des travaux lui incombant.

4.14 Ordres de services

4.14.1 Les travaux sont exécutés par l'Entrepreneur, sous la direction du Maître d'oeuvre, conformément aux ordres de services, plans et dossiers remis.

Il ne pourra exécuter que les travaux qui lui sont prescrits.

4.14.2 L'ordre de service général de démarrage des travaux sera délivré par le Responsable du pouvoir adjudicateur. Il sera porté à la connaissance de tous les lots.

4.14.3 Les ordres de services prescrivant des modifications ou entraînant des suppléments de prix définitifs seront obligatoirement visés, pour accord, par le Responsable du marché.

4.2 PENALITES DE RETARD - PRIMES D'AVANCE

En cas de retard dans l'exécution des travaux, par dérogation à l'article 19.1 du CCAG, il sera appliqué à l'Entrepreneur, sans mise en demeure préalable, par jour calendaire de retard (dimanches et jours fériés compris), une pénalité de 1/2000 du montant du marché, éventuellement augmenté ou diminué du montant des avenants s'y rapportant.

4.3 REPLIEMENT DES INSTALLATIONS DE CHANTIER ET REMISE EN ETAT DES LIEUX

A la fin des travaux, dans le délai contractuel, l'Entrepreneur devra avoir fini de procéder au dégagement, nettoyage et remise en état des emplacements qui auront été occupés par le chantier.

En cas de retard, ces opérations seront faites aux frais de l'Entrepreneur après mise en demeure par ordre de service.

4.4 DELAI ET RETENUES POUR REMISE DES DOCUMENTS FOURNIS APRES EXECUTION

En cas de retard dans la remise des documents à fournir après exécution, prévus à l'article [8.3](#) ci-après du présent CCAP, une retenue provisoire égale à 350 euros HT sera opérée, dans les conditions stipulées à l'article 19.5 du CCAG, sur les sommes dues à l'Entrepreneur. Cette retenue sera libérée après la remise complète de ces documents.

ARTICLE 5 - CLAUSE DE FINANCEMENT ET DE SURETE

5.1 RETENUE DE GARANTIE

- 5.11** Conformément à l'article R2191-32 et suivant du Code de la Commande Publique, il sera appliqué **une retenue de garantie de 5 %** sur le montant de chaque règlement effectué à l'entreprise.
- 5.12** La retenue de garantie peut être remplacée au gré du titulaire par une "garantie à première demande" ou si les deux parties en sont d'accord par une caution personnelle et solidaire⁽¹⁾.
- 5.13** L'organisme apportant sa garantie doit être choisi parmi les tiers agréés par le ministre chargé de l'économie ou par le comité des établissements de crédit et des entreprises d'investissement mentionné à l'article L 612-1 du Code monétaire et financier. Lorsque cet organisme est étranger, il doit être choisi parmi les tiers agréés dans son pays d'origine.
- 5.14** Le Représentant du pouvoir adjudicateur conserve la liberté d'accepter ou non les organismes apportant leur garantie.
- 5.15** La garantie ou la caution doit être constituée en totalité au plus tard à la date à laquelle le titulaire remet sa première demande d'acompte. En cas d'avenant, elle doit être complétée dans les mêmes conditions.
- 5.16** Si la garantie ou la caution n'est pas constituée ou complétée dans le délai indiqué ci-avant en 5.15, la retenue de garantie correspondant à l'acompte est prélevée et l'Entrepreneur perd la possibilité, jusqu'à la fin du marché, de substituer une garantie ou une caution à la retenue de garantie.
- 5.17** La retenue de garantie est remboursée, ou les personnes ayant accordé leur caution ou leur garantie à première demande sont libérées au plus tard un mois après l'expiration du délai de garantie.

5.2 AVANCE FORFAITAIRE

- 5.21** Il sera fait application de l'article R2191-3 du Code de la Commande Publique sauf indication contraire portée par l'Entrepreneur dans l'Acte d'Engagement.
- 5.22** Le montant de l'avance forfaitaire est fixé à 5% du montant, toutes taxes comprises, des travaux à exécuter durant les 12 premiers mois.

⁽¹⁾ « La garantie à première demande ou la caution personnelle et solidaire est établie selon un modèle fixé par un arrêté du ministre chargé de l'Economie » (article R2191-37 du code de la commande publique).

5.23 Si l'Entrepreneur doit constituer une garantie à première demande ou une caution, l'avance ne pourra pas être délivrée avant que cette garantie ou cette caution n'ait été constituée.

5.24 Le remboursement de l'avance forfaitaire commencera lorsque le montant des sommes dues au titre du marché atteindra 65% du montant initial et devra être terminé lorsque le montant des sommes dues atteindra 80% du même montant.

5.25 Le montant de l'avance forfaitaire ne peut être ni révisé ni actualisé.

5.26 Une avance forfaitaire peut être versée, sur leur demande, aux sous-traitants lorsque le montant des travaux dont ils sont chargés est au moins égal au seuil fixé à l'article R2191-3 du Code de la Commande Publique.

5.27 Aucune autre avance ne sera délivrée au titre du marché.

5.3 AVANCE SUR MATERIEL

Aucune avance sur matériel de chantier ne sera versée à l'Entrepreneur.

ARTICLE 6 - PROVENANCE, QUALITE, CONTROLE ET PRISE EN CHARGE DES MATERIAUX ET PRODUITS - IMPLANTATION DES OUVRAGES

6.1 PROVENANCE DES MATERIAUX ET PRODUITS

Le CCTP fixe la provenance de ceux des matériaux, produits et composants de construction dont le choix n'est pas laissé à l'Entrepreneur ou n'est pas déjà fixé par les pièces générales constitutives du marché ou déroge aux dispositions desdites pièces.

Il est rappelé à ce sujet que, sauf dans le cas où le Maître d'oeuvre ou le Maître de l'ouvrage aurait accepté, lors de l'appel d'offres, des matériaux ou produits différents de ceux dont la référence figure au CCTP, ce sont les matériaux ou produits prévus au CCTP qui doivent obligatoirement être mis en oeuvre.

6.2 CARACTERISTIQUES - QUALITES - VERIFICATIONS -ESSAIS ET EPREUVES DES MATERIAUX ET PRODUITS

6.21 Le CCTP définit les compléments et dérogations à apporter aux dispositions du CCAG et du CCTG concernant les caractéristiques et qualités des matériaux, produits et composants de construction à utiliser dans les travaux, ainsi que les modalités de leurs vérifications, essais et épreuves, tant qualitatives que quantitatives, sur le chantier.

6.22 Percements et scellements

6.22.1 Chaque Entrepreneur doit effectuer à ses frais les tranchées, trous, percements, scellements et raccords nécessaires à la réalisation de ses ouvrages, sauf :

- dans le cas où des plans de réservations ont été remis durant la période de préparation (ou aux dates fixées pour la remise des études techniques). Les scellements et les raccords restant dans tous les cas aux frais de chaque Entrepreneur ;
- dans le cas où des dispositions contraires seraient portées au CCTP.

Dans le cas où les travaux ou réservations n'auraient pu être effectués en temps voulu en raison du retard d'une entreprise, ceux-ci seraient exécutés aux frais de l'entreprise défaillante.

6.22.2 De même, si un Entrepreneur doit effectuer des tranchées, trous, percements, scellements ou raccords dus au titre du marché d'une autre entreprise, ceux-ci seront exécutés aux frais de l'entreprise défaillante.

6.22.3 Les tranchées, trous, percements, scellements ou raccords intéressant des parties d'ouvrages en béton armé, précontraint ou charpente métallique, devront être exécutés obligatoirement par les Entrepreneurs responsables des travaux de béton armé, précontraint ou charpente métallique. Les frais consécutifs à ces travaux seront réglés conformément aux prescriptions des articles 6.22.1 et 6.22.2 ci-avant.

6.3 IMPLANTATION DES OUVRAGES

Se reporter au CCTP.

ARTICLE 7 - PREPARATION, COORDINATION ET EXECUTION DES TRAVAUX

7.1 PERIODE DE PREPARATION - PROGRAMME D'EXECUTION DES TRAVAUX

7.11 Par dérogation à l'article 28.1 du CCAG Travaux, il est prévu une période de préparation de 2 semaines.

7.12 Il est procédé, en particulier au cours de la période de préparation aux opérations énoncées ci-après, à la diligence respective des parties contractantes.

7.12.1 Par les soins du Maître d'Oeuvre en liaison avec les entreprises :

- La mise au point du calendrier détaillé d'exécution, étant entendu que celui-ci devra être accepté par le Représentant du pouvoir adjudicateur, signé par tous les Entrepreneurs 10 jours au moins avant la fin de la période de préparation. Ce calendrier sera présenté sous la forme d'un « calendrier à barres » avec une ligne par lot ;
- La fixation des dates de remise des études techniques ;
- L'organisation du chantier.

7.12.2 Par les soins des Entrepreneurs, en liaison avec le Maître d'Oeuvre :

- Projet des installations de chantier ;
- Etablissement et présentation de plans, notes de calculs et études de détail à la charge des entreprises, nécessaires pour le début des travaux ;
- Etablissement du ou des plans de réservations ;

7.13 Coordination des travaux

La coordination sera assurée par le Maître d'Oeuvre.

Par conséquent, les Entrepreneurs n'ont pas à prévoir de frais à ce titre.

7.2 PLANS D'EXECUTION - NOTES DE CALCULS - ETUDES DE DETAIL

L'Entrepreneur soumettra pour approbation au Représentant du pouvoir adjudicateur, pour information, les dessins d'exécution et notes de calcul des ouvrages établis à partir des "plans d'exécution des ouvrages" fournis par le Maître d'oeuvre.

Aucun ouvrage ne pourra être exécuté avant approbation des documents correspondants.

7.3 MESURES D'ORDRE SOCIAL - APPLICATION DE LA REGLEMENTATION DU TRAVAIL

- 7.31** La proportion maximale des ouvriers étrangers par rapport au nombre total des ouvriers employés sur le chantier est celle prévue par la réglementation en vigueur pour le lieu d'exécution des travaux.
- 7.32** La proportion maximale des ouvriers d'aptitudes physiques restreintes, rémunérés au-dessous du taux normal des salaires par rapport au nombre total des ouvriers de la même catégorie employés sur le chantier, ne peut excéder 10% et le maximum de réduction possible de leur salaire est fixé à 10%.

7.4 ORGANISATION - SECURITE ET HYGIENE DES CHANTIERS

7.41 Organisation

7.41.1 Dépenses d'entretien

Pour le nettoyage du chantier :

- Chaque entreprise doit laisser le chantier propre et libre de tous déchets pendant et après l'exécution des travaux dont elle est chargée ;
- Chaque entreprise a la charge de l'évacuation de ses propres déblais.
- Chaque entreprise a la charge du nettoyage, de la réparation et de la remise en état des installations qu'elle aura salies ou détériorées ;

7.41.2 Dépenses de consommation

Font l'objet d'une répartition proportionnelle dans tous les cas où elles n'ont pas été individualisées et mises à la charge d'une entreprise ou d'un groupe d'entreprises déterminé, les dépenses indiquées ci-après :

- Frais de remise en état des réseaux d'eau, d'électricité et de téléphone détériorés, lorsqu'il y a impossibilité de connaître le responsable ;
- Frais de réparation et de remplacement des fournitures et matériels mis en œuvre et détériorés ou détournés dans les cas suivants :
 - . l'auteur des dégradations ou des détournements ne peut être découvert ;
 - . les dégradations ou les détournements ne peuvent être imputés à l'Entrepreneur d'un lot déterminé ;
 - . la responsabilité de l'auteur, insolvable, n'est pas couverte par un tiers.
- Nettoyage du chantier sur ordre du Maître d'Ouvrage en cas d'insuffisance ;

7.41.3 Dans cette répartition, l'action du Maître d'Ouvrage se limitera à jouer le rôle d'arbitre dans le cas où les Entrepreneurs lui demanderaient de faciliter le règlement d'un différend qui se serait élevé entre eux.

7.42 Sécurité et hygiène des chantiers

7.42.1 Principes généraux de préventions

La prévention des risques professionnels recouvre l'ensemble des dispositions à mettre en œuvre pour préserver la santé et la sécurité des salariés, améliorer les conditions de travail et tendre au bien-être au travail. Une démarche de prévention des risques professionnels se construit en impliquant tous les acteurs concernés¹ et en tenant compte des spécificités de l'entreprise (taille, moyens mobilisables, organisation, sous-traitance, co-traitance, intérim,

filialisation, implantation géographique multiple, présence de tiers externes comme du public ou des clients...).

Pour mettre en place une démarche de prévention, il est nécessaire de s'appuyer sur les neuf grands principes généraux (L.4121-2 du Code du travail²) qui régissent l'organisation de la prévention. 1<http://www.inrs.fr/demarche/acteurs-prevention.html> 2<http://www.legifrance.gouv.fr/affichCodeArticle.do?idArticle=LEGIARTI000006903148&cidTexte=LEGITEXT000006072050>

- **Éviter les risques, c'est supprimer le danger ou l'exposition au danger.**
- **Évaluer les risques**, c'est apprécier l'exposition au danger et l'importance du risque afin de prioriser les actions de prévention à mener.
- **Combattre les risques à la source**, c'est intégrer la prévention le plus en amont possible, notamment dès la conception des lieux de travail, des équipements ou des modes opératoires.
- **Adapter le travail à l'Homme**, en tenant compte des différences interindividuelles, dans le but de réduire les effets du travail sur la santé.
- **Tenir compte de l'évolution de la technique**, c'est adapter la prévention aux évolutions techniques et organisationnelles.
- **Remplacer ce qui est dangereux par ce qui l'est moins**, c'est éviter l'utilisation de procédés ou de produits dangereux lorsqu'un même résultat peut être obtenu avec une méthode présentant des dangers moindres.
- **Planifier la prévention** en intégrant technique, organisation et conditions de travail, relations sociales et environnement.
- **Donner la priorité aux mesures de protection collective** et n'utiliser les équipements de protection individuelle qu'en complément des protections collectives si elles se révèlent insuffisantes.
- **Donner les instructions appropriées aux salariés**, c'est former et informer les salariés afin qu'ils connaissent les risques et les mesures de prévention.

7.42.2 Sécurité et hygiène

Les mesures particulières concernant la sécurité et l'hygiène sont prises par le Coordonnateur SPS désigné par le Maître d'ouvrage.

7.42.3 Coordination en matière de sécurité

L'opération est soumise aux obligations découlant de l'application de la loi 93.1418 du 31.12.93 et du décret 94.1159 du 26.12.94 relatif à l'intégration de la sécurité et à l'organisation de la coordination en matière de sécurité et de protection de la santé lors des opérations de bâtiment.

7.42.4 Plan particulier de sécurité et de protection de la santé (PPSPS)

Ce document doit être établi par les entreprises intervenantes :

- pour toute opération soumise à un plan général de coordination en matière de sécurité et de protection de la santé (PGCSPS). Il est adressé au bureau de contrôle maître d'ouvrage.
- dans le cas d'un chantier clos et indépendant sans coordonnateur sur lequel n'intervient qu'une seule entreprise (en l'absence de tout sous-traitant et de tout travailleur indépendant). Dans ce cas, le plan est adressé directement au Maître d'ouvrage⁽³⁾

⁽³⁾ Opération d'une durée supérieure à 1 an et pour lesquelles seront employés à un moment quelconque des travaux plus de 50 salariés pendant plus de dix jours ouvrés consécutifs.

Son contenu est précisé à l'article R4532-63 et complété par l'article R4532-66 du Code du travail.

7.5 DEVELOPPEMENT DURABLE ET RESPONSABILITE SOCIALE

7.51 Champ d'application

Le présent article s'applique à l'ensemble des lots du marché, chacun pour ce qui le concerne.

Les dispositions ci-après constituent des conditions d'exécution du marché au sens de l'article L2112-2 du Code de la commande publique et ne constituent pas des critères de sélection ou de jugement des offres.

7.52 Engagements environnementaux

Chaque titulaire de lot s'engage à exécuter ses prestations en mettant en œuvre des pratiques visant à limiter les impacts environnementaux liés à son intervention, notamment par :

- La limitation des nuisances (bruit, poussières, salissures),
- La prévention des pollutions accidentelles,
- La maîtrise des consommations d'eau et d'énergies liées à l'exécution des travaux,
- Une gestion responsable des déchets issus de son activité (tri, évacuation vers des filières autorisées, traçabilité réglementaire).

Lorsque le chantier est commun à plusieurs lots, le titulaire se conforme aux dispositions d'organisation arrêtées par le maître d'ouvrage ou le maître d'œuvre.

7.53 Engagements sociaux

Le titulaire s'engage à respecter l'ensemble des obligations légales et réglementaires applicables en matière de droit du travail, de protection sociale, de santé et de sécurité.

Il veille à garantir des conditions de travail respectueuses de la santé et de la sécurité des personnels affectés au chantier et à assurer la coordination de son intervention avec les autres entreprises.

Lorsque le marché prévoit une clause sociale d'insertion, le titulaire s'engage à en respecter les modalités spécifiques définies au marché.

7.54 Suivi et sanctions

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de vérifier la bonne application des engagements prévus au présent article et de demander tout justificatif utile et proportionné.

En cas de manquement caractérisé, les pénalités prévues au marché pourront être appliquées sans préjudice des autres mesures contractuelles.

ARTICLE 8 - CONTROLES ET RECEPTION DES TRAVAUX

8.1 ESSAIS ET CONTROLES

8.11 Les essais et contrôles des matériaux et produits seront effectués dans les conditions définies à l'article 24 du CCAG par les laboratoires ou bureaux de contrôle désignés par le Maître d'ouvrage.

8.12 Par dérogation à l'article 38 du CCAG, les essais et contrôles supplémentaires effectués à la demande du pouvoir adjudicateur seront supportés par l'Entrepreneur si les résultats de ces essais ou contrôles lui sont défavorables.

8.2 RECEPTION

8.21 Par dérogation à l'article 42 du CCAG, la réception ne sera prononcée qu'à l'entier achèvement des travaux.

Dès l'achèvement de l'ensemble des travaux, les entreprises en aviseront par écrit le Représentant du pouvoir adjudicateur.

8.22 Le Maître d'Ouvrage procédera, dans les 20 jours à compter de la réception de l'avis mentionné ci-avant, et en présence des Entrepreneurs, aux opérations préalables à la réception et en dressera procès-verbal.

8.23 Le Représentant du pouvoir adjudicateur, notifiera aux entreprises, dans les 45 jours suivant la date du procès-verbal mentionné en 8.22 ci-dessus, si la réception est prononcée ou si elle est prononcée avec réserve ou si elle est ajournée.

Si la réception est prononcée ou réputée comme telle, elle prend effet à la date fixée pour l'achèvement des travaux.

8.24 En application de l'article 41.6 du CCAG, lorsque la réception a été prononcée avec réserve, l'Entrepreneur doit remédier aux imperfections et malfaçons correspondantes dans le délai fixé par le Représentant du pouvoir adjudicateur ou, en l'absence d'un tel délai, 3 mois avant l'expiration du délai de garantie défini en 9 ci-après.

Au cas où ces travaux n'auraient pas été réalisés dans le délai prescrit, le Représentant du pouvoir adjudicateur peut les faire exécuter aux frais et risques de l'Entrepreneur.

8.25 En application de l'article 41.7 du CCAG, si certains ouvrages ou certaines parties d'ouvrages ne sont pas entièrement conformes aux spécifications du marché, sans que les imperfections constatées soient de nature à porter atteinte à la sécurité, au comportement ou à l'utilisation des ouvrages, le Représentant du pouvoir adjudicateur peut, eu égard à la faible importance des imperfections et aux difficultés que présenterait la mise en conformité, renoncer à ordonner la réfection des ouvrages estimés défectueux et proposer à l'Entrepreneur une réfaction sur les prix. Si l'Entrepreneur accepte la réfaction, les imperfections qui l'ont motivé se trouvent couvertes de ce fait et la réception est prononcée sans réserve. Dans le cas contraire, l'Entrepreneur demeure tenu de réparer ces imperfections, la réception étant prononcée sous réserve de leur réparation.

8.3 DOCUMENTS FOURNIS APRES EXECUTION

En application de l'article 40 du CCAG, l'Entrepreneur est tenu de remettre au Représentant du pouvoir adjudicateur avant la réception, en 3 exemplaires, les notices de fonctionnement et d'entretien des ouvrages, établies conformément aux prescriptions et recommandations des normes françaises en vigueur.

De même, l'Entrepreneur est tenu de remettre au Représentant du pouvoir adjudicateur, dans les 2 mois suivant la réception, les plans et les autres documents conformes à l'exécution.

8.4 DELAIS DE GARANTIE

8.41 Conformément à l'article 44.1 du CCAG, le délai de garantie est fixé à 1 an à compter de la date d'effet de la réception.

8.42 Durant le délai de garantie, l'Entrepreneur est tenu à "l'obligation de parfait achèvement" des ouvrages exécutés.

Au titre de cette obligation, il doit en particulier :

- remédier à ses frais à tous les désordres dont les causes lui sont imputables, et qui se produiraient durant le délai de garantie, de telle sorte que l'ouvrage soit conforme à l'état où il se trouvait lors de la réception ou après reprises des imperfections constatées ;

- exécuter les travaux de finition ou de reprises demandés lors de la réception.

8.43 Par référence aux articles 1792 et 2270 du Code civil, les travaux demeurent soumis à une garantie de 10 ans pour les gros ouvrages et les éléments d'équipement faisant indissociablement corps avec les ouvrages de viabilité, de fondation, d'ossature, de clos et de couvert, les autres éléments d'équipement étant soumis à une garantie de bon fonctionnement de 2 ans.

8.44 Il est précisé que le point de départ des garanties visées ci-avant est la date d'effet de la réception.

8.5 ASSURANCES

8.51 Dans un délai de 15 jours à compter de la notification du marché et avant tout commencement d'exécution, l'Entrepreneur ainsi que les sous-traitants désignés dans le marché doivent justifier, en complément des dispositions de l'article 8.2 du CCAG, qu'ils sont titulaires :

- d'une assurance garantissant les tiers en cas d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des travaux ;
- d'une assurance couvrant les responsabilités résultant des principes dont s'inspirent les articles 1792 à 1792.2 et 2270 du Code civil au moyen d'une attestation portant mention de l'étendue de la garantie.

8.52 Il est précisé que, pendant la durée des travaux, l'Entrepreneur est tenu responsable des détournements et dégradations de tous ordres occasionnés à ses ouvrages et matériaux approvisionnés. Sa responsabilité demeure engagée jusqu'à la réception de ses travaux.

A cet effet, il devra contracter une assurance contre le vol, l'incendie et les dégâts des eaux, garantissant - aussi bien pour le compte du Maître de l'ouvrage que pour le sien - les ouvrages et matériaux approvisionnés, sans aucune franchise.

ARTICLE 9 - REGLEMENT DES LITIGES

Pour le règlement des litiges, il sera fait application de l'article R2197-1 du Code de la Commande Publique.

ARTICLE 10 – CLAUSES DE CONFIDENTIALITES

1. Chaque Partie s'engage à considérer comme strictement confidentielles toutes les informations qui lui seront communiquées par l'autre Partie, dans le cadre de l'exécution du présent Contrat. Les Parties entendent préciser que seront considérées comme confidentielles les données échangées entre les Parties tout au long de l'exécution du Contrat.

Chaque Partie s'engage à respecter le secret professionnel et le secret des affaires ainsi que les dispositions de la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 sur l'informatique et les libertés modifiée et du règlement UE 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 appelé « règlement européen sur la protection des données ou « RGPD ».

Chaque Partie s'interdit, en conséquence, de divulguer, pour quelque cause que ce soit, lesdites informations, sous quelque forme, à quelque titre et à quelque personne que ce soit.

Le terme "Information Confidentielle" est défini comme toute information de quelque nature que ce soit et quelle que soit sa forme, écrite ou orale, y compris, sans que cela ne soit limitatif, tout écrit, note, copie, rapport, document, étude, analyse, dessin, lettre, listing, logiciel ou disquette, spécifications, chiffre, graphique, enregistrement sonore et/ou reproduction picturale, quel que soit son support.

2. Chacune des Parties s'engage notamment à :
 - prendre toutes les mesures nécessaires pour protéger l'accès aux informations confidentielles,
 - ne pas utiliser les informations confidentielles autrement qu'aux fins du Contrat,
 - ne pas utiliser les informations confidentielles à son profit ou au profit de tout tiers en dehors de la stricte application du Contrat,
 - ne pas divulguer les informations confidentielles à tout tiers non autorisé ou non concerné par l'objet du Contrat,
 - ne pas utiliser les informations confidentielles pour toute action directe ou indirecte de conception, développement ou commercialisation de produits similaires ou concurrentiels à ceux de l'autre Partie,
 - ne divulguer les informations confidentielles qu'à ses seuls préposés ayant la nécessité de les connaître au titre de leur mission,
 - ne laisser accès aux informations confidentielles qu'à ceux de ses dirigeants, employés, mandataires, ou conseils devant y avoir accès pour la bonne exécution du Contrat et sous réserve du respect par ceux-ci de la présente obligation de confidentialité.
3. Chacune des Parties sera déliée de son obligation de confidentialité au cas où :
 - la divulgation des informations confidentielles serait exigée par la loi, les règlements, une décision judiciaire ou si cette divulgation était nécessaire pour mettre en œuvre ou prouver l'existence de droits en vertu du Contrat,
 - les informations confidentielles ont fait l'objet d'une mise à disposition au public assurée directement par l'autre Partie et sans restriction,
 - les informations confidentielles sont déjà connues du public, ou sont tombées dans le domaine public en dehors de toute intervention de l'autre Partie,

Chacune des Parties s'engage à respecter son obligation de confidentialité dès la signature du présent Contrat et pendant toute sa durée ainsi que pendant une période de cinq (5) ans à compter de la fin du présent Contrat et pour quelque cause que ce soit.

Dressé par le Représentant du pouvoir adjudicateur

A La Rochelle, le 11-01-2024.